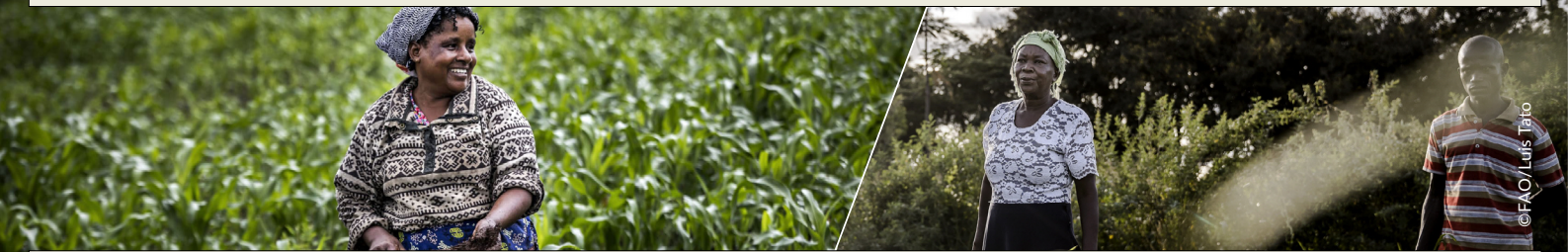




Nouvelles du projet: AgrInvest systèmes alimentaires 2ème trimestre, 2021 - No. 3



Ce bulletin d'information porte sur le projet de la FAO "AgrInvest - Favoriser l'investissement efficace et inclusif du secteur privé dans les systèmes agroalimentaires" (Agrinvest-SA). C'est un outil clef pour le partage des connaissances entre les membres du projet.

GCP/GLO/002/ITA

BIENVENUE

Nous sommes heureux de vous présenter le troisième numéro du bulletin AgrInvest-SA, bulletin trimestriel qui vous tiendra au courant de l'évolution de ce projet. Le projet AgrInvest-SA a pour but d'attirer dans les systèmes agroalimentaires des investissements privés, alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), en faisant appel à des fonds publics. Ce bulletin sera source de renseignements sur le projet, sous plusieurs formes: réalisations et résultats hebdomadaires, alertes signalant de nouvelles publications, cas de réussite, messages de l'équipe, événements à venir, liens vers les vidéos et photos du projet, liens vers des débats en ligne, et bien plus encore.

Dans ce numéro, vous trouverez :

1. un article sur nos derniers ateliers au Kenya ;
2. une analyse des récentes publications sur les systèmes alimentaires au Burkina Faso et au Niger ;
3. le point sur la version anglaise du Programme de formation en finance agricole et rurale (FAR 2021) ;
4. une entrevue avec le responsable du bureau de liaison du projet en Éthiopie ;
5. les points saillants du webinaire FAO-GSMA sur l'agriculture numérique.

Bonne lecture!

L'équipe d'AgrInvest-SA

1. Réunions de consultation du projet AgrInvest-SA sur les Légumes africains indigènes (LAI) et l'aquaculture au Kenya

Les 27 et 29 janvier 2021, la FAO a organisé deux ateliers au Kenya, « Réunions de consultations du projet Agrinvest-Systèmes alimentaires sur les Légumes africains indigènes (LAI) et l'aquaculture ».

Ces rencontres avaient pour but de présenter et valider les projets de rapports des analyses de la chaîne de valeur des LAO et de l'aquaculture, ainsi que de recueillir de l'information supplémentaire pour enrichir les études sur ces questions. Enfin, ces ateliers visaient à définir les étapes de la prise de dispositions qui permettent aux nombreuses parties prenantes de régler le problème des goulots d'étranglement financiers et de durabilité dans la chaîne de valeur aquacole.

Afin de respecter les mesures sanitaires de lutte contre la pandémie COVID-19, le nombre de participants à ces deux ateliers était restreint.



Figure 1 Participants à la réunion de consultation sur les LAI à Kisumu, Kenya



©FAO/Luis Talo

La réunion de consultation sur l'aquaculture, tenue à Nairobi, a rassemblé des représentants des autorités nationales et locales, des institutions financières (IF), des organisations agricoles (OA), des producteurs d'aliments pour le bétail, des institutions universitaires et des plates-formes régionales. Les participants sont convenus que l'une des meilleures façons de mobiliser des investissements consistait à se concentrer sur l'ensemble de la chaîne aquacole. Bon nombre des difficultés de financement de ce secteur découlent du hiatus qui sépare actuellement les divers maillons de la chaîne. Les participants se sont accordés sur la nécessité de créer une plate-forme sectorielle qui rassemble tous les acteurs de la chaîne de valeur concernés, y compris les IF.

Quant au deuxième atelier sur les LAI, il fut organisé à Kisumu pour permettre la participation des parties prenantes locales, notamment les agrégateurs, les acheteurs et les petites IF.

Selon les participants, le manque d'ententes de commercialisation qui permettraient une collaboration avec les FI est ce qui entrave le plus l'accès au crédit. Quant à la prestation de services financiers, l'Equity Bank a expliqué que ses services numériques et ses dispositions novatrices lui permettent d'offrir des solutions de rechange aux exigences traditionnelles de garantie imposées aux agriculteurs. De même, l'Agricultural Finance Corporation (AFC) a incité les OA du secteur de la production de LAI à recourir aux prêts collectifs. Ces exemples ont démontré que les instruments financiers dont disposent les producteurs de LAI pouvaient devenir disponibles si l'on faisait la promotion de regroupements officiels.

Les résultats de ces ateliers serviront à peaufiner les analyses plus détaillées des deux chaînes de valeur.

2. AgrInvest-SA lance ses Analyses des systèmes alimentaires au Burkina Faso et au Niger



Dans le sillage d'un partenariat avec le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), les responsables du projet viennent de publier leurs deux dernières analyses des systèmes alimentaires pour le Burkina Faso et le Niger, dans une perspective d'économie politique.

Ces documents font partie d'une série de quatre publications produites dans le cadre du projet Agrinvest-SA qui évaluent les systèmes alimentaires dans divers pays africains, dont l'Éthiopie et le Kenya.

Ces analyses localisent les résultats sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que les principaux acteurs, les éléments d'économie politique, ainsi que les défis et possibilités de durabilité qui se posent à la transformation durable des systèmes alimentaires au Burkina Faso et au Niger.

Ces deux études apportent également un éclairage utile pour les interventions menées dans ces pays dans le cadre du projet Agrinvest-SA. Au Burkina Faso, l'analyse – qui comportait un atelier multipartite de validation – a permis de repérer deux chaînes de valeur prometteuses pour les investissements alignés sur les ODD, soit le riz et l'aquaculture, et les goulots d'étranglement qui freinent actuellement les investissements dans ce secteur.



Selon cette étude, les secteurs rizicoles et aquacoles présentent des complémentarités importantes à l'échelle territoriale, surtout pour la gestion des écosystèmes. Ces deux chaînes de valeur peuvent contribuer à améliorer les systèmes de production durable et à lutter contre les changements climatiques grâce à des pratiques de gestion efficace de l'eau.

Quant à l'évaluation pour le Niger, elle a fait ressortir les chaînes de valeur des produits laitiers, de l'oignon et du niébé, qui s'annoncent prometteuses pour des investissements durables qui contribueront à transformer les systèmes alimentaires du pays, compte tenu de leur potentiel de marché et de leur importance pour la durabilité sociale, économique et environnementale. La production d'oignons est un secteur d'activité agricole particulièrement important pour ce pays. Source de revenu pour les petits exploitants, elle relève surtout des femmes. Malgré son caractère traditionnel, cette production s'est avérée l'une des principales cultures d'exportation au cours des deux dernières décennies.

Téléchargement du texte intégral des études :

Burkina Faso: <http://www.fao.org/documents/card/en/c/cb3739fr>

Niger: <http://www.fao.org/documents/card/en/c/cb3742fr>

3. L'ADA et la FAO lancent la version anglaise du Programme de formation en finance agricole et rurale

Forts du succès de la version française du Programme de formation en finance agricole et rurale (FAR 2021), la FAO, l'Appui au Développement Autonome (ADA) et le ministère des Affaires extérieures et européennes du Luxembourg lancent la version anglaise de ce programme en mai 2021.

Il s'agit d'un forum spécial qui consiste à explorer, à approfondir et à échanger idées et stratégies

pour le secteur agricole et rural, en insistant tout particulièrement sur les effets des changements climatiques, surtout en Afrique. À l'instar de la version précédente de ce programme de formation, qui avait eu lieu en mode présentiel au Burkina Faso en 2019 et sous forme de téléapprentissage en 2020, le projet AgrInvest-SA envoie des représentants des institutions financières de ses pays-cibles (Éthiopie et Kenya) pour participer à cette activité FAR. Précisément, cette activité rendra sept institutions financières nationales plus à même d'élaborer des produits et services financiers destinés aux agro-industries.

Le programme FAR 2021 comporte deux sessions: téléapprentissage à compter du 17 mai 2021 (quatre semaines) et réunions en mode présentiel à compter du 11 octobre 2021 (une semaine).

Des experts y présentent des activités et résultats précis, ce qui permet de repérer et d'analyser les expériences aux fins de tirer des leçons relatives aux meilleures pratiques dans le monde entier.

4. Échos du terrain: Débat sur la pandémie COVID-19 en Éthiopie et sur le rôle du projet AgrInvest-SA

« Quel est l'impact de la pandémie COVID-19 sur l'alimentation et l'agriculture, et surtout sur les PME agricoles en Éthiopie ? Quels en sont les effets sur la mise en œuvre du projet AgrInvest-SA et le soutien global de la FAO dans ce pays ? » Telles sont certaines des questions posées au chargé de liaison du projet en Éthiopie, M. Ayalew Abebe Ferede, expert en petites et moyennes entreprises agricoles (PME). « Les restrictions imposées par la pandémie du coronavirus ont eu des effets directs et indirects sur les PME agricoles en Éthiopie. Les principales difficultés avaient trait à ce qui suit : pénurie de travailleurs occasionnels, augmentation du coût du transport, baisse de la demande de produits alimentaires frais, et baisse du



revenu pour les entreprises exerçant leurs activités sur des marchés ouverts ou exportant leur production », a expliqué M. Ferede au cours de l'entrevue. Il ajouta que la propagation du virus et les limites gouvernementales interreliées avaient empêché la FAO et les responsables du projet de favoriser comme d'habitude les liens « traditionnels » entre les investisseurs ou financeurs internationaux et les PME nationales, en organisant des rencontres publiques ou des réunions interentreprises.

Il a conclu ainsi : « Toutefois, malgré les défis auxquels ce pays fait face en ce moment, l'Éthiopie offre d'énormes occasions d'investissement et de financement en agriculture. Grâce à des rencontres virtuelles, à des échanges de données probantes, et à des interventions ciblées menées par chaque pays, le projet AgrInvest-SA contribue grandement à aider les institutions financières et les investisseurs internationaux à investir de manière durable dans des secteurs clés, tels que la production laitière et l'horticulture, créant ainsi des emplois pour les ruraux pauvres et les petites entreprises de ce secteur. »

5. La FAO et la Global System for Mobile Communications Association (GSMA) s'occupent de l'agriculture numérique

La Plateforme de connaissance sur les chaînes de valeur alimentaires durables – Développement et Finance (SFVC D&F) de la FAO a organisé le 12 avril 2021 le webinaire intitulé : « Transformer l'accès des agriculteurs au financement grâce à l'agriculture numérique ». Des experts de la GSMA ont étudié le rôle crucial des technologies

numériques dans les chaînes de valeur agricoles, la façon dont les solutions d'agriculture numérique facilitent l'inclusion financière des agriculteurs, et la pertinence des technologies numériques pour permettre l'accès des agriculteurs aux produits de crédit et d'épargne. Les grandes leçons à retenir se résument comme suit : les technologies numériques peuvent atténuer les « points douloureux » auxquels se heurtent les acteurs de la chaîne de valeur pour l'approvisionnement des cultures (paiement des producteurs, soutien à la vulgarisation agricole et transparence des approvisionnements). En outre, le recours à des solutions numériques dans l'approvisionnement des cultures ouvre à des producteurs qui étaient auparavant privés de tout service bancaire la voie à l'inclusion financière en leur permettant de se forger une identité économique à l'aide de données agricoles numériques. Enfin, les données saisies par les outils agricoles numériques permettent aux institutions financières d'évaluer la solvabilité des producteurs et de leur fournir des produits financiers.



Ministry of Foreign Affairs
and International Cooperation

Ce bulletin d'information a été produit avec l'aide du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale d'Italie. Le contenu de cette publication relève de la responsabilité exclusive de la FAO et ne saurait en aucun cas être considéré comme reflétant le point de vue du gouvernement italien.

Pour plus d'information :

<http://www.fao.org/in-action/agriinvest-food-systems/en/>

Veillez envoyer toute contribution ou demande à l'adresse suivante :

Agriinvest-Food-Systems@fao.org



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO